

CITOYENS DU MONDE, NOUS REFUSONS

LA FAIM DU MONDE

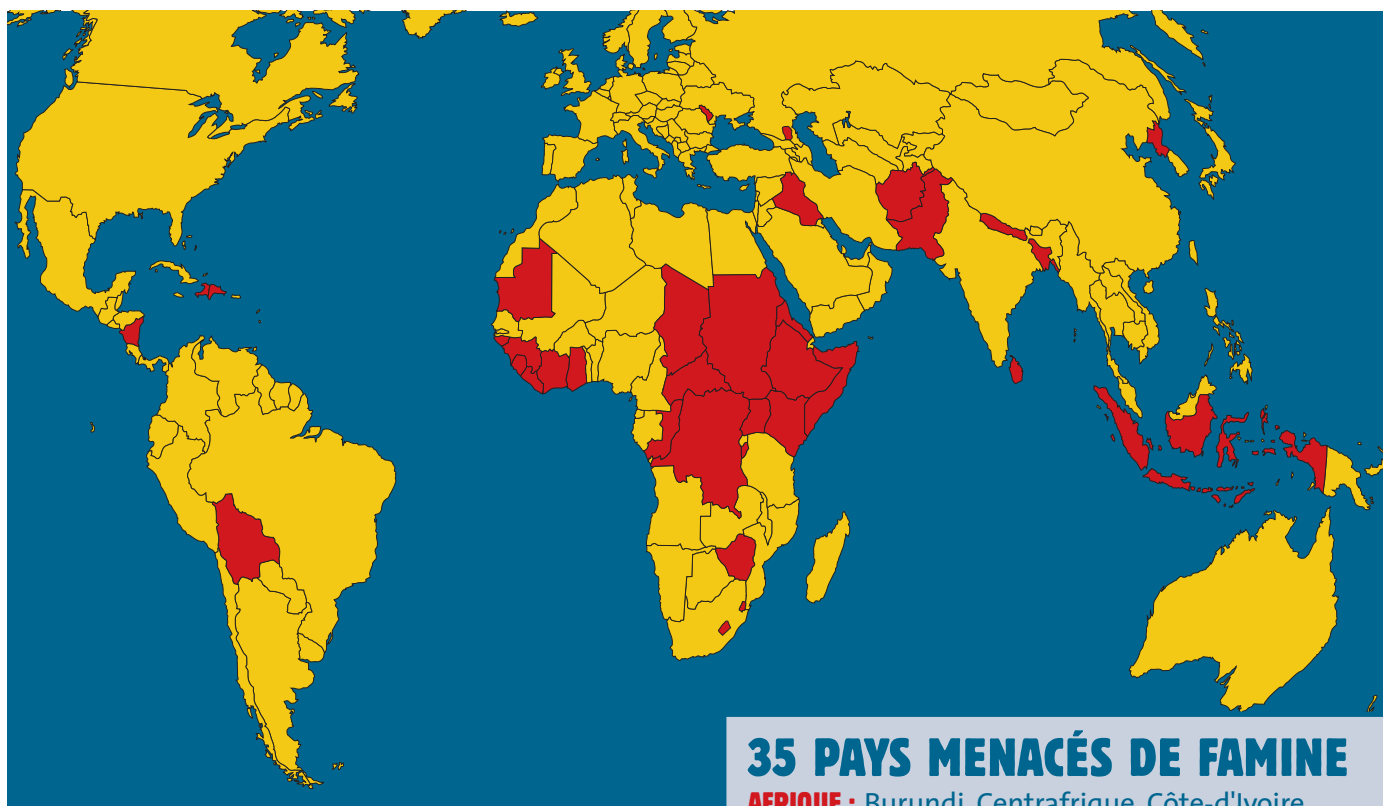
Haïti est insurgée. Les émeutes de la faim sautent d'un continent à l'autre. Un jour en Égypte, au Maroc ou au Burkina Faso, le lendemain en Mauritanie, en Côte d'Ivoire, au Mexique, en Thaïlande, au Sénégal, à Madagascar. Le prix moyen d'un repas a augmenté de 40 % dans le tiers-monde et des dizaines de millions de personnes ont basculé dans la misère absolue, celle où il devient impossible de se nourrir. Ne nous avait-on pourtant pas assuré que le triomphe planétaire du capitalisme, la mondialisation de la finance et des échanges allaient assurer la prospérité générale... mais la fin de l'histoire s'est avérée la faim de l'histoire.

LE FMI A IMPOSÉ L'ABANDON DES CULTURES VIVRIÈRES

Les institutions financières internationales et les commentateurs qu'elles appointent invoquent là de mauvaises récoltes, ici les changements climatiques... Une fois encore en plaidant la fatalité ou les malédictions, les grands de ce monde tentent de masquer l'origine des maux, l'appétit insatiable des grands capitaux. La Banque mondiale et le FMI ont imposé aux pays pauvres l'abandon des cultures vivrières au profit de matières premières à exporter. Les grands groupes en contrôlent les flux sur lesquels ils pilotent les spéculations. C'était la condition mise aux crédits pour le développement avec l'obligation de destruction des services publics ou des entreprises nationales. La hausse des prix de l'énergie, qui engraisse les compagnies pétrolières, pousse à produire des carburants verts qui enlèvent déjà de vastes surfaces aux denrées alimentaires. Les fonds spéculatifs, inquiets des fluctuations du dollar et de la crise bancaire, se sont massivement réinvestis dans les spéculations sur les matières premières agricoles, jouant à fond la hausse... Ils sévissent là, comme ils ravagent l'emploi, favorisent le dumping social, écrasent le coût du travail (donc les pouvoirs d'achat) avec la complaisance des dirigeants politiques ou économiques.

UN VRAI TSUNAMI HUMANITAIRE

Plusieurs pays du tiers-monde ont interdit les exportations agricoles. Mais l'OMC persiste à libéraliser les échanges, à interdire les subventions agricoles et les droits de douanes. « Les prix de l'alimentation, s'ils continuent comme ils le font maintenant... les conséquences seront terribles », déplore le directeur général du FMI,



35 PAYS MENACÉS DE FAIM

AFRIQUE : Burundi, Centrafrique, Côte-d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Mauritanie, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad et Zimbabwe.

ASIE : Afghanistan, Bangladesh, Corée du Nord, Indonésie, Irak, Népal, Pakistan, Sri Lanka et Timor oriental.

AMÉRIQUE LATINE : Bolivie, Haïti, Nicaragua et République dominicaine.

EUROPE : Moldavie et Tchétchénie.

Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Dominique Strauss-Kahn. Le président de la Banque mondiale évoque le besoin d'un « new deal » alimentaire. La Commission européenne annonce qu'un « choc alimentaire se profile, moins visible que le choc pétrolier, mais avec l'effet potentiel d'un vrai tsunami économique et humanitaire en Afrique ». Mais qu'ont-ils fait ces dirigeants du monde quand l'aide aux pays pauvres a baissé de 17 % en deux ans ? Qu'a dit Rama Yade quand les sommes consacrées par la France ont été brutalement réduites par son protecteur Nicolas Sarkozy ? Sans doute, la survie de millions d'êtres humains n'est-elle pas élevée à ses yeux au rang de droit de l'homme. La seule chose que Bernard Kouchner ait trouvé à envisager c'est une « task force » sur la sécurité alimentaire, une répétition jaunie des sacs de riz en Somalie !

Mais, pour ces adorateurs du marché, il ne faut surtout pas toucher à un système qui, pourtant, met en cause le développement - dans ces conditions presque aucun pays n'atteindra en 2015 les objectifs du millénaire sur lesquels s'était engagé l'ONU -, la durabilité des ressources en ravageant les ressources en eau et l'équilibre des productions, et même la survie de l'humanité menacée par l'épuisement de la planète et des guerres de la faim.

Le primat de l'intérêt général - du bien et de l'avenir commun - sur le profit capitaliste est devenu un impératif vital. Il implique des politiques de maîtrise publique des ressources et du crédit, il impose de brider la liberté des marchés financiers. Tout autre choix serait aveuglement, soumission veule à des intérêts puissants ou dogmatisme borné. La mondialisation capitaliste signe son échec en famines modernes.

Editorial de *l'Humanité* du lundi 14 avril 2008
par Patrick Apel-Muller
www.humanite.fr

L'éducation de nos enfants en danger

Après avoir généreusement distribué plus de 15 milliards d'Euros par an à ses amis les plus fortunés, le gouvernement cherche une victime pour payer la facture. La cible est toute trouvée : à l'éducation publique de servir de bouc émissaire d'une politique fiscale injuste.

Ainsi, le gouvernement s'apprête cette année à supprimer près de 11 200 postes dans l'éducation nationale dont 8 500 enseignants. Cette nouvelle annonce intervient alors que, depuis 2002, la droite en a déjà supprimé près de 80 000 à l'école.

L'argument choc de Xavier Darcos, le Ministre de l'éducation nationale, est de justifier cette politique par la baisse du nombre d'élèves. C'est vrai, les effectifs du second degré ont baissé de 145 000 élèves ces trois dernières années et devraient reculer de 40 000 élèves supplémentaires l'année prochaine. C'est vrai et pourtant il ment ! Pourquoi ?

LES DEUX MENSONGES DU MINISTRE DARCOS

D'abord, parce que le nombre de postes de professeurs supprimés a été le double de cette baisse démographique. En clair, sur les cinq dernières années, le gouvernement a supprimé deux fois plus de postes que la baisse démographique. Ensuite, parce que les effectifs des lycées réaugmenteront en 2009 selon l'Institut national de la démographie (INED). L'argument choc de Xavier Darcos tombe à l'eau et cache mal la seule véritable logique de son projet : purement comptable et financière.

Sur le terrain, c'est-à-dire dans les lycées, les collèges, les écoles primaires, cette politique a des traductions concrètes : augmentation du nombre d'élèves par classe, moins d'adultes qualifiés à l'école, suppression de nombreuses options et de capacités d'accompagne-



ment individuel des élèves. Les lycéens, les parents, les professeurs qui manifestent ont donc profondément raison de refuser d'être sacrifiés par la loi de l'argent.

A PARIS, L'EST-PARIEN TRINQUE, PAS LE XVI^e

Cette énième « réforme » creuse donc encore plus les inégalités du primaire à l'Université devant l'accès à l'éducation. En effet, les milieux aisés au plan financier comme culturel ont accès aux meilleures filières, aux meilleures écoles tandis que les fils et les filles de salariés modestes ou moyens voient la situation se dégrader. A Paris, ces projets de suppression de postes sont insensés : les arrondissements de l'est-parisien (XIe, XVIIIe, XIXe, XXe), les plus populaires, se voient appli-

quer une réduction de plus de 6% en moyenne contre moins de 1% pour le XVI^e arrondissement ou moins de 2% pour le VIII^e.

A rebours de cette logique comptable, le Pcf propose d'engager une politique de réduction des inégalités et d'accès à une éducation de qualité pour tous. Cela signifie des principes simples : limiter à 25 le nombre d'élèves par classe, favoriser à chaque fois que c'est nécessaire l'aide individuelle. Cela veut dire également assurer la réussite de chaque élève par un réel suivi tout au long de la scolarité et lors des grands moments d'orientation. Trop nombreux sont les élèves qui sortent du système éducatif sans un réel diplôme : il faut s'attaquer à l'échec massif en première et deuxième année d'Université comme à la revalorisation des filières techniques et professionnelles.

Paris : explosion des loyers



Une nouvelle fois, Paris fait figure d'exception et s'illustre en 2007 par une nouvelle hausse vertigineuse du prix du mètre carré alors même que la tendance est plutôt à la baisse partout en France. Selon plusieurs bilans d'agences immobilières, le prix du mètre carré a encore augmenté de 5,1% en 2007. Cette augmentation est inégale selon les arrondissements et ce sont les arrondissement de l'est-parisien, les plus populaires, qui payent la facture la plus lourde : le prix du foncier augmente beaucoup plus vite que dans les arrondissements huppés de la capitale. Que faire ? Questions à Ian Brossat, Président du groupe communiste de Paris, élu du XVIII^e.

■ Peut-on enrayer la spéculation sur le logement ?

Oui, mille fois oui et c'est la responsabilité de toute la gauche de ne pas s'habituer à une situation inacceptable. Actuellement, le logement est devenu à Paris une valeur boursière que des spéculateurs achètent et vendent comme n'importe quel actif financier dans un porte-feuille d'actions. Soyons clairs : il y a des responsabilités locales et nationales. Il faut mettre l'Etat face à ses responsabilités et que la Ville de Paris amplifie l'action pour le logement social pour tous, classe moyenne et populaire.

■ Que devrait faire l'Etat selon vous ?

Nous avons besoin à Paris mais aussi dans toutes les grandes métropoles régionales de deux types de lois. La première pour interdire les ventes à la découpe et pénaliser les acteurs du secteur immobilier qui se livrent à la spéculation. Deuxièmement, nous ne nous en sortirons pas sans une nouvelle loi moderne de régulation : il faut obliger les propriétaires à faire baisser les loyers. Enfin, le gouvernement peut donner des leçons sur le pouvoir d'achat mais à Paris, il s'apprête à livrer des milliers de mètres carrés à la spéculation. C'est irresponsable : il faut que l'Etat cède ces terrains inutilisés à la Ville de Paris pour construire du logement public.

■ Pour la politique de Paris, que proposez-vous ?

Un cap ambitieux : viser 30% de logement social et pour cela créer 10 000 logements par an. La Ville de Paris doit acheter, construire partout où c'est possible des logements publics de qualité. C'est maintenant ou jamais : des terrains sont disponibles, la Ville a les ressources financières, il faut que la majorité agisse avec détermination. Deuxièmement, Paris doit continuer sa politique de coopération avec les villes voisines et au-delà pour ensemble relancer la construction de logement. Il faut agir maintenant si non Paris deviendra inexorablement un ghetto de riche. Or, c'est le Paris de la diversité que nous aimons toutes et tous !

Je souhaite agir, débattre, participer à l'activité des communistes de mon quartier... j'adhère au PCF

Nom

Prénom.....

adresse

Tél.....

Mail.....

RENNVOYER À :

PCF Paris 120, rue Lafayette 75010 Paris

PCF : je fais un don !

Ce tract, réalisé en papier recyclé, a un coût. Soutenez l'expression et l'action du Pcf, envoyez votre don à **ADF PCF-PARIS, 120, rue Lafayette 75010 Paris.**

Vos dons* vous donnent droit à une réduction d'impôt sur le revenu de 66% de leur montant pris dans la limite de 20% de votre revenu net imposable (au-delà, report sur les 5 années suivantes).

(*): Les dons ouvrants à réduction d'impôts doivent être versés par chèque ou virement, dans la limite légale de 7622 euros par an et par personne physique.